

"Un tremblement de terre ébranle l'«Euro-pont»" dans The Guardian (4 juin 1992)

Légende: Le 4 juin 1992, commentant le refus du peuple danois de ratifier le traité de Maastricht, le quotidien anglais de gauche The Guardian s'interroge sur l'avenir du processus d'intégration européenne.

Source: The Guardian. 04.06.1992. Manchester: The Manchester Guardian and Evening News Ltd. "Earthquake rocks the Euro-bridge", p. 21.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/un_tremblement_de_terre_ebranle_l_euro_pont_dans_the_guardian_4_juin_1992-fr-25b8468b-5c9b-4145-a28b-3639a9c67259.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Un tremblement de terre ébranle l'«Euro-pont»

«Si seulement un Danois sur cent avait voté autrement...», disait d'un air désespéré le Premier ministre Poul Schluter hier, au petit matin, en contemplant le séisme politique déclenché par le résultat du référendum sur Maastricht au Danemark. Sa tristesse était largement partagée dans d'autres capitales de la Communauté européenne au fur et à mesure que l'on saisissait toute l'importance du résultat.

La décision de moins de 48 000 électeurs danois de voter «non» pourrait entraîner le rejet du traité de Maastricht sur l'Unité européenne et plonger la Communauté européenne dans une crise constitutionnelle et politique. Malgré toutes les belles paroles entendues dans les onze autres pays de la Communauté européenne sur la ratification du traité «comme si de rien n'était», les fondations géopolitiques de l'intégration européenne ont été secouées à l'extrême.

Il y a plus grave que cette majorité, épaisse comme une feuille de papier à cigarette, par laquelle le Danemark a rejeté le traité. Ceux qui ont voté «non» sont eux-mêmes fondamentalement divisés sur le genre d'Europe qu'ils souhaiteraient pour le Danemark. La moitié environ sont des gens qui – mise à part une certaine nostalgie pour une enclave nordique indépendante et isolée en marge de l'Europe – sont les frères de sang des eurosceptiques britanniques. Mais pour chaque Danois ayant voté contre Maastricht parce que l'Union pourrait menacer la souveraineté et l'identité nationales, un autre a rejeté le traité sur la base de ses convictions eurofédéralistes.

«J'ai le sentiment désagréable que notre position est très mal interprétée par certains gens en Grande-Bretagne», a déclaré un militant anti-Maastricht, membre du parti socialiste populaire danois, très à gauche, une fois que le résultat était clair. «Nous voulons une politique européenne beaucoup plus étendue sur la protection sociale et environnementale et plus de pouvoir pour le Parlement européen que ce qui a été promis à Maastricht. Nous sommes exactement à l'opposé de votre M^{me} Thatcher».

Mais le «non» danois sera vu ailleurs comme un coup porté à la cause d'une Union européenne fédérale. C'est bien pour cela que non seulement les opposants britanniques au fédéralisme mais aussi les partis de droite et d'extrême droite en France, en Allemagne et ailleurs l'ont accueilli avec joie et redoubleront maintenant d'efforts dans leur campagne pour le rejet.

Est-ce donc la fin du chemin pour ceux qui, comme Jacques Delors, ont été identifiés à la cause d'une marche toujours plus rapide vers une Union européenne sans limite? Le vote danois donne-t-il le signal d'une résurgence du rêve gaullien d'une «Europe des patries»? La seule Europe possible est-elle enracinée dans les États-nations du XIX^e siècle?

Pour les eurosceptiques, ces questions doivent absolument être réabordées maintenant. Pour Delors, on ne saurait envisager d'abandonner le projet de l'Union européenne. Sa réponse aux sceptiques danois est que le reste de la Communauté devrait avancer avec une détermination plus forte encore pour mettre en œuvre le traité.

La presse populaire a toujours présenté la vision de Delors sur l'Union européenne sous un jour caricatural. Le président de la Commission est un personnage très prudent. Son adhésion à l'idée que l'État-nation doit jouer un rôle fort et durable en Europe déçoit de plus en plus les véritables eurofédéralistes, convaincus que l'État-nation constitue un obstacle anachronique à une Europe nouvelle, plus démocratique.

Mais la projection du Danemark aux confins de la Communauté européenne – si c'est là ce qui va arriver maintenant – pourrait bien favoriser une plus grande intégration, quoi qu'en pensent les eurosceptiques. Si les autres pays de la Communauté européenne donnent suite au traité de Maastricht, ils créeront une Communauté européenne nouvelle, le Danemark restant le membre unique de l'ancienne Communauté.

Les réactions de Bonn, Paris, Rome et de la plupart des autres capitales – sans parler de Bruxelles – laissent entrevoir que l'on est déterminé à utiliser la crise pour appuyer sur l'accélérateur plutôt que sur le frein de l'intégration européenne. Delors lui-même pense que la défection probable des Danois pourrait bien avoir

fait sauter le pont qu'une file sans cesse croissante d'autres pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Est souhaitent franchir pour entrer dans une Communauté moins axée sur l'intégration.

Ce seraient là de très mauvaises nouvelles pour John Major, puisque le gouvernement se prépare à assurer la présidence de la Communauté européenne à partir du mois prochain. Si la pression en faveur de l'élargissement de l'Europe diminuait du fait du vote danois, cela ne pourrait que renforcer la position de ceux qui souhaitent une union plus étroite dans une Communauté plus restreinte, mais plus soudée.

Même si d'autres gouvernements de la Communauté européenne essaient maintenant de faire passer l'intégration avant l'élargissement, les ministres britanniques se réserveront le droit de s'opposer à la prochaine étape de l'Union européenne lorsqu'elle sera débattue. Mais s'ils perdent le Danemark, les Britanniques perdront l'unique pays de la Communauté qui partageait instinctivement beaucoup d'objections des Conservateurs face à une Union européenne plus supranationale.

* * *

Il est trop tôt pour prédire les répercussions de la décision danoise sur les États, essentiellement des pays scandinaves membres de l'AELE, qui ont déjà fait acte de candidature à la Communauté européenne, – ou qui le feront incessamment. Le gouvernement suédois, en particulier, se montre décidé à vouloir avancer, quoi qu'il arrive. Mais la rébellion des électeurs danois contre la classe dirigeante pro-Maastricht pourrait renforcer les formidables mouvements d'opposition en Suède, en Finlande et, par-dessus tout, en Norvège, et retarder, sinon bloquer, l'adhésion.

D'une part, Oslo, Stockholm et Helsinki vont avancer maintenant avec bien plus de prudence dans la préparation des négociations relatives à leur adhésion à la Communauté européenne. D'autre part, le défi danois lancé à Maastricht fera davantage hésiter le reste de la Communauté – Britanniques exceptés – à englober davantage de Nordiques «non fiables».

À en croire les déclarations de la Présidence portugaise de la Communauté européenne, de la Commission, des gouvernements français, allemand et autres, il ne peut être question de renégocier le traité de Maastricht pour donner satisfaction aux Danois. Mais l'idée a ses charmes et pourrait même s'avérer un moyen de sortir de la crise.

C'est en grande partie sur l'instigation du gouvernement britannique, dans le cadre de sa campagne antifédéraliste, que le traité de Maastricht a mis en place trois «piliers» distincts pour la prise de décisions dans la nouvelle Union européenne. L'un est un Traité de Rome renforcé, comprenant une union économique et monétaire (et finalement une monnaie unique), un plus grand nombre de décisions à prendre à la majorité par le Conseil des ministres sur une palette plus large de politiques communautaires et des pouvoirs accrus pour le Parlement européen. Les deux autres piliers – l'un traitant de la politique étrangère et de la sécurité, l'autre des questions policières et judiciaires – présentent un caractère «intergouvernemental» et non «communautaire». Dans ces domaines, à l'inverse du Traité de Rome, les gouvernements nationaux conserveront un droit de veto absolu sur les décisions du Conseil des ministres.

Lorsqu'il s'envolera pour retrouver ses collègues ministres des Affaires étrangères de la Communauté européenne à Oslo, un peu plus tard dans la journée, Uffe Ellerman Jensen, du Danemark, lancera ce qu'il reconnaît être un appel presque certainement vain en faveur d'une renégociation de certains points de l'accord de Maastricht. Une piste pourrait consister à permettre au Danemark de signer le Traité de Rome modifié tout en excluant les deux autres piliers, compte tenu surtout de la réticence des Danois face à tout ce qui pourrait ressembler à un bloc de défense ou à une force de police de la Communauté européenne.

Quoi qu'il arrive, le calendrier prévu pour la ratification de Maastricht, la poursuite des négociations en vue de l'élargissement de la Communauté et la préparation du prochain débat sur l'approfondissement de l'union politique, semble dépassé. Il reste probable que les onze autres pays ratifieront le traité – mais peut-être pas avant l'an prochain. En attendant, l'élargissement et tout progrès vers l'union pourraient être reportés de 1995 à 1996, ou à plus tard encore.

Le célèbre train de l'Europe a perdu un wagon et montre des signes d'essoufflement. Mais il reste sur les rails.